

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie éthiopienne a connu une faible croissance de 6,1 % en 2020, après les 8,4 % de 2019, en raison notamment de la pandémie de COVID-19. La croissance a été entraînée par les secteurs des services et de l'industrie, tandis que ceux de l'hôtellerie, du transport et des communications ont subi les effets de la pandémie et des mesures de confinement prises pour enrayer la propagation du virus. Le déficit budgétaire, y compris les dons, a légèrement augmenté en 2020, financé en grande partie par des bons du Trésor. Le total des dépenses publiques est resté stable, conformément à la stratégie nationale de consolidation fiscale. En 2020, l'inflation a atteint 20,6 %, soit bien au-dessus de l'objectif de 8 %, en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, conséquence des mesures pour lutter contre la pandémie et de la politique d'expansion monétaire. En novembre 2020, le taux de change officiel a été dévalué d'environ 8 %, soit 35,00 birrs pour 1 USD. Les recettes des exportations ont augmenté de 12 % en 2020, notamment avec l'augmentation des exportations d'or, de fleurs, de café et de khat, tandis que les importations ont décliné de 8,1 %. Cette tendance a permis de réduire le déficit du compte courant à 4,4 % en 2020 contre 5,3 % en 2019. Les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 20 % à 2,2 % du PIB et les transferts de fonds personnels ont décliné de 10 % à 5,3 % du PIB. La pauvreté était projetée de baisser de 23,5 % en 2016 à 19 % fin 2020. Cependant, les pertes d'emploi causées par la lutte contre la pandémie, estimées à 2,5 millions, entraveront la réduction de la pauvreté.

Perspectives et risques

Les perspectives économiques à moyen terme sont contingentes de la résolution de la crise de la COVID-19, du rythme de la reprise économique et de chocs tels que les troubles civils et le changement climatique. En 2021, la croissance du PIB réel devrait descendre jusqu'à 2 % puis remonter jusqu'à 8 % environ en 2022, entraînée par une reprise dans l'industrie et les services. La politique monétaire devrait rester flexible en réaction aux besoins de financement du gouvernement. Le recours accru aux opérations d'open market devrait réduire graduellement l'inflation. Le déficit budgétaire risque d'augmenter du fait du report des réformes de politique fiscale en raison de la COVID-19. La

balance courante devrait se détériorer en 2021 avant de s'améliorer en 2022 avec la reprise progressive des exportations. Les principaux risques pour les perspectives économiques sont le manque de confiance des investisseurs, dû en partie aux conflits intérieurs sporadiques, la faiblesse de la croissance mondiale et le changement climatique.

Questions et options de financement

Les besoins de financement de l'Éthiopie sont considérables en raison des besoins importants en infrastructures physiques et sociales du faible ratio des recettes fiscales au PIB, qui atteignait une moyenne de 10 % entre 2017 et 2020. Le déficit primaire plus le service de la dette est estimé à près de 4 % du PIB. En juin 2020, le total de la dette publique représente environ 57 % du PIB, dont un peu plus de la moitié est extérieure. Depuis 2017, l'Éthiopie est classée comme étant à haut risque de se trouver en surendettement en raison de la faiblesse de ses exportations associée à des investissements accrus dans des infrastructures publiques nécessitant des importations intensives. En 2019, l'analyse de la viabilité de la dette par le Fonds monétaire international a estimé la valeur actualisée nette du ratio de la dette aux exportations à 247,6 % et celui du service de la dette aux exportations à 24,6 % ; les niveaux viables les plus élevés sont respectivement 180 % et 15 %. L'Éthiopie a bénéficié de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 et le gouvernement prend des mesures visant à limiter le fardeau de la dette dans le cadre du programme de réforme économique, Home-Grown Economic Reform agenda, qui inclut une consolidation fiscale, l'expansion des sources de financement public, un moratoire sur les emprunts non préférentiels, une maîtrise des subventions et des prêts préférentiels ainsi qu'une restructuration de la dette. Les réserves brutes représentaient 3,1 milliards USD en 2020, soit 2,5 mois d'importations, et il est peu probable qu'elles apportent une source alternative de financement du développement à court terme. Un accroissement de la dette publique dans un contexte de nécessité d'importantes dépenses publiques pourrait réduire la marge de manœuvre fiscale et entraîner des risques pour les remboursements, d'autant plus que 1 milliard d'Eurobonds arrivent à échéance en décembre 2024. Des réformes supplémentaires des finances publiques et de la gestion des investissements sont nécessaires en vue d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques.

Taux de croissance du PIB réel (%)



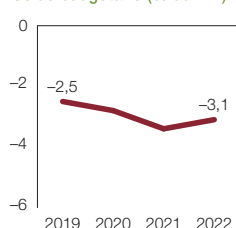
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



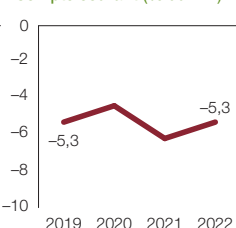
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.